



Réhausse du mur d'enceinte du port de Dégrad-des-Cannes - PT-01-25

PROGRAMME

Annexe 1 du C.C.P.

I. CONSISTANCE DES TRAVAUX

DESCRIPTION DES OUVRAGES A REALISER

Les travaux consistent à réhausser le mur d'enceinte du Grand Port Maritime de la Guyane donnant sur la rue des quais.

Les travaux se feront en 4 phases distinctes afin de limiter au maximum la nuisance sur la circulation.

Un dossier des plans d'EXE joint en annexe n°2 du CCP décrit techniquement les ouvrages en béton à réaliser (massifs, poteaux et chainage) ainsi que les clôtures à installer.



Prestations comprises dans l'entreprise

Les prestations faisant partie de l'entreprise sont les suivantes :

- Mise en place d'une protection de chantier garantissant l'anti-intrusion dans le port. Cette protection sera à réaliser pour chacune des phases de travaux en partie extérieure du port. En partie intérieure, une délimitation de chantier sera mise en place pour identifier la zone de travaux.
A l'issue de sa mise en place et avant l'autorisation de débuter les travaux de la phase concernée, une visite sera effectuée en présence d'un officier du port pour valider les mesures prises.
- Mise en place d'une signalisation de chantier adaptée, notamment pour le trafic routier.
- Nettoyage des 2 cotés du mur par emploi de nettoyeur haute pression.
- Terrassements et réalisation des semelles en béton.
- Démontage des poteaux métalliques, des panneaux de clôture existants ainsi que des concertinas avec stockage soigné dans un lieu désigné par le GPM Guyane des éléments à l'exception du concertina qui sera réutilisé. Ce lieu se situera à l'intérieur de l'emprise administrative du port de Dégrad-des-Cannes.
- Découpe dans le mur existant et réalisation des poteaux et poutres en béton selon plans d'EXE joint au DCE
- Mise en peinture du mur par application d'une sous-couche et d'une couche de finition.
- Réalisation des DOE et remise dans les 15 jours à l'issue des travaux.

II. Etudes d'exécution

Dispositions générales

Etudes d'exécution

Tous les documents d'exécution ont été réalisés en amont par un bureau d'études désigné par le maître d'ouvrage. Les plans d'EXE font partie du DCE et devront être exécutés sans modifications.

La remise d'une offre par l'entrepreneur entraînera l'acceptation de ces plans et il ne pourra élever de réclamation pour tout événement, incident ou retard dans la réalisation des travaux résultant d'une mauvaise compréhension. Il en supportera intégralement les conséquences financières.

L'entreprise devra établir un mode opératoire et proposer le matériel adapté garantissant la protection anti-intrusion du port et la stabilité du mur existant pendant la durée totale des travaux.

Réunion de démarrage

Il sera prévu une réunion préliminaire de coordination, dite de préparation de chantier qui permettra à l'entreprise d'ajuster son mode opératoire selon les orientations fixées par le Maître d'ouvrage. Les aspects sûreté y seront débattus avec la Capitainerie et les aspects sécurité avec la responsable QHSE du GPM Guyane. Le circuit de transmission des documents sera précisé lors de cette réunion.

Plans d'EXE joints au DCE

Les plans suivants sont fournis au candidat dans le dossier d'appel d'offres :

- VRD00 – GPM Guyane – Clôture existante – Perspective
- VRD01 – GPM Guyane – Clôture – Vue générale en plan
- VRD02 – GPM Guyane – Clôture – Vue en plan – Partie 1
- VRD03 – GPM Guyane – Clôture – Vue en plan – Partie 2-1
- VRD04 – GPM Guyane – Clôture – Vue en plan – Partie 2-2
- VRD05 – GPM Guyane – Clôture – Vue en plan – Partie 2-3
- VRD06 – GPM Guyane – Clôture – Vue en plan – Partie 2-4
- VRD07A – GPM Guyane – Clôture – Semelles BA - Armatures
- VRD08 – GPM Guyane – Clôture – Poteaux BA – Armatures
- VRD09 – GPM Guyane – Clôture – Poutres BA- Armatures
- VRD10 – GPM Guyane – Clôture – Exécution - Perspective

Assurance qualité des travaux

Composition du P.A.Q. :

PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX

Les matériaux à mettre en œuvre seront systématiquement soumis à l'approbation du maître d'œuvre. Pour ce faire, l'entrepreneur présentera au maître d'œuvre les

fiches techniques, certificat de conformité aux normes, et résultats d'essais complémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires. De façon générale, il appartiendra à l'entrepreneur, et à ses frais de justifier que les matériaux qu'il souhaite mettre en œuvre ont les qualités requises pour leurs emplois.

Les matériaux et produits entrant dans la composition des ouvrages devront satisfaire aux prescriptions des fascicules du CCTG, ainsi qu'aux normes ou aux avis techniques en vigueur.

Les matériaux et produits qui ne seront pas couverts par une norme, et ne faisant pas l'objet d'un « Avis technique favorable » doivent être agréés par le maître d'œuvre qui établira les conditions de réception.

Tout changement de nature ou d'origine demeure expressément subordonné à l'accord préalable du maître d'œuvre.

Les manutentions de matériaux et produits seront effectuées conformément aux prescriptions du fabricant et aux règles de sécurité en vigueur.

L'entreprise veille à l'adéquation des moyens de manutention et des protections à mettre en œuvre pour garantir l'intégrité des matériaux et produits.

Eaux de gâchage

L'emploi d'eau de rivière et/ou de mer sera interdit.

Matériaux de remblais (à titre indicatif en cas de réalisation de tranchée)

L'entrepreneur pourra utiliser le béton concassé appartenant au GPM Guyane. Ce matériau est disponible à proximité du site des travaux, sur la route dite de la Marina. Le transport sera à la charge de l'entreprise et soumis à autorisation.

En cas d'utilisation d'autres matériaux de remblai, leur qualité sera soumise à l'agrément préalable du maître d'œuvre au minimum quinze (15) jours ouvrables avant la mise en œuvre.

Béton pour ouvrages coulés en place ou préfabriqués

Tous les matériaux entrant dans la composition des bétons ou bétons armés répondront aux conditions fixées par le Cahier des Prescriptions Communes applicables aux travaux dépendant de l'Administration de l'Équipement. Les granulats en particulier proviendront de carrières préalablement agréées par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre (précisé à l'article 9 du CCP) pourra prescrire avant et après la mise en œuvre, et chaque fois que cela sera nécessaire, des analyses et essais portant sur les sables, granulats, mortiers et bétons... Ces essais seront effectués aux frais de l'entrepreneur par un laboratoire officiel et leurs résultats détermineront si les matériaux ou fournitures éprouvés ont les caractéristiques imposées.

Le béton de ciment est conforme aux normes NF EN 206-1 et son annexe nationale.

L'entrepreneur présentera à l'acceptation du maître d'œuvre la composition du béton basée sur une étude de formulation conforme aux normes en vigueur et aux hypothèses décrites dans les plans VRD07 à VRD09.

L'entrepreneur indiquera dans son P.A.Q le mode de fabrication des bétons sélectionné. Il pourra utiliser des bétons prêts à l'emploi à condition que l'usine de production possède le droit d'usage de la norme NF et que la centrale soit agréée par la commission d'agrément des usines fabriquant du béton.

Prescriptions relatives aux clôtures

La clôture définitive sera réalisée en panneaux rigides de type AXIS DR maille 50 x 200 de 2,20 m ou similaire + bavolet + concertina. L'entreprise devra effectuer une dépose soignée de la clôture existante. Cette dernière sera stockée dans un lieu désigné par le GPM Guyane et les bavolets et concertina existants seront réutilisés. Un constat contradictoire de l'existant sera effectué avant dépose et le cas échéant l'entreprise fournira à sa charge les éléments détériorés lors de la dépose.

Les poteaux supports des panneaux rigides seront scellés dans la poutre sur une profondeur de 30 cm.

Les bavolets sur le même type que les existants présents sur le site seront installés dans le prolongement des poteaux supports des panneaux rigides.

Des fils de support du concertina seront installés entre les bavolets sur le même type que les installations existantes de la zone portuaire.

Prescriptions relatives aux peintures

L'entrepreneur devra se conformer aux derniers règlements et normes en vigueur et notamment :

- Le DTU N° 59-1 : Cahier des prescriptions techniques générales applicables aux travaux de peinture.
- Les normes NF T 30003 - classification des peintures

Du fait de leur emploi en climat humide, les peintures comporteront des agents fongicides.

L'entrepreneur restera responsable du choix des produits utilisés. Il devra s'assurer que ces produits conviennent parfaitement à l'emploi envisagé et leurs composants de base sont conformes aux normes françaises.

Les produits utilisés devront faire l'objet d'un agrément formel et écrit d'un laboratoire officiel, le fournisseur où l'entrepreneur devra donner pour chaque produit, tous les renseignements utiles à son contrôle, à son emploi, à son entretien.

L'entrepreneur ne devra livrer sur le chantier que des produits « prêts à l'emploi » et conditionnés en bidons serts.

Signalisation et protection

Le prestataire devra mettre en place toutes les mesures de signalisation et de protection du périmètre du chantier, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du port ou une zone de 200 m² lui sera attribuée pour ses installations de chantier et son stockage.

Il devra la réfection de toute dégradation occasionnée à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre d'intervention.

Avant de commencer les travaux en bordure de chaussée de la rue des quais, la signalisation temporaire du chantier sera mise en place conformément à la réglementation en vigueur.

La protection sera conforme à la réglementation en vigueur quant au code de la route et permettra également d'assurer une protection anti intrusion dans le port par une hauteur de barrières au minimum de 2 m + 50 cm de concertina.

EXECUTION DES TRAVAUX

Documents à établir pour l'exécution des travaux

Le candidat devra obligatoirement visiter le site, objet des prestations, préalablement à la remise de son offre, afin d'apprécier la particularité et l'importance des prestations à effectuer ainsi que les conditions d'exécution.

Avant toute intervention ou visite sur site, l'entreprise devra en informer directement M. BLANCHARD (05 94 29 67 08 et au 06 94 20 96 43).

Le titulaire devra tenir compte de la disposition des terre-pleins, des voies d'accès, des baraquements et des sujétions de circulation des véhicules afin de ne pas occasionner de gêne. En tout état de cause, il sera tenu de se soumettre à toute demande des agents portuaires du Grand Port Maritime de la Guyane, si ceux-ci estiment qu'il gêne les manœuvres de véhicules ou de la circulation.

Les règles de circulation en vigueur sur le port :

Le code de la route s'y applique,

La vitesse est limitée à 20 km/h,

La manutention est prioritaire.

Concernant les aspects de sûreté :

Le Port de commerce de Dégrad des Cannes est soumis à la réglementation I.S.P.S. (International Ship and Port Security). Ce code international dicte les règles de sûreté des navires et des installations portuaires. Le titulaire devra obligatoirement s'y soumettre et les respecter strictement.

Dans le cadre de l'accès au terminal à container du GPMG, un contrôle d'accès existe, le titulaire du marché devra effectuer une demande d'accès pour les personnels et les véhicules de sa société, avec les pièces administratives afférentes. Pour cela, il devra se rendre sur la page d'accueil du GPM Guyane : <https://portdeguyane.fr/> à la rubrique « Demande d'accès au port ».

Tout manquement aux règles sera considéré comme une faute grave et pourra conduire à la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

Si lors de l'établissement de son offre, le candidat souhaite avoir des renseignements particuliers ou compléments d'informations, objet de la présente consultation, il devra le faire obligatoirement par écrit, sur la plateforme de dématérialisation, au plus tard 8 jours ouvrés avant la fin de la consultation.

Dispositions générales

Les documents à fournir par l'entrepreneur sont ceux indiqués au présent programme.

D'une manière générale, la procédure sera la suivante :

- le document sera fourni au maître d'œuvre pour examen et observations en version électronique et 1 exemplaire papier.

Les frais d'établissement et de reproduction de l'ensemble des documents à fournir par l'entrepreneur incombent à celui-ci.

Projet d'installations de chantier

Ce projet devra tenir compte de l'activité du port de commerce de Dégrad des Cannes et garantir que le présent chantier n'entraînera aucune gêne.

Les installations de chantier devront être conformes :

- ♦ au décret du 8 Janvier 1965 modifié par les décrets du 6 mai 1995,
- ♦ au décret du 1 Octobre 1987.

L'emprise du chantier devra occuper une surface aussi réduite que possible dans la limite de 200 m² à l'intérieur du port et dans le respect de bonne exécution des travaux. L'Entreprise se devra, à la fin des travaux, de remettre en l'état, propre et net, les lieux qui auront servi aux travaux et les emplacements mis à sa disposition conformément à l'article 14.2 du CCP.

Programme d'exécution des travaux

L'entrepreneur aura la charge de toutes les études relatives aux procédés et moyens à mettre en œuvre. Il devra soumettre les méthodes et les dispositifs prévus à l'agrément du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre pourra, le cas échéant, formuler des réserves et demander des modifications, notamment pour aller dans le sens de la sécurité sur le chantier, sans pour autant diminuer l'entière responsabilité de l'entrepreneur concernant les méthodes d'exécution et les moyens mis en œuvre.

Le planning d'exécution devra faire apparaître clairement les tâches critiques et leur enchaînement, la date prévue pour l'achèvement de toutes les tâches et la marge de temps disponible pour leur exécution.

Etudes d'exécution

Programme des études

Le dossier de plans d'EXE est fourni dans le présent appel d'offres et l'entrepreneur devra le respecter scrupuleusement. Ce dernier pourra toutefois soumettre à l'acceptation du Maître d'œuvre un programme d'exécution complémentaire comprenant notamment :

- la liste prévisionnelle des plans complémentaires,
- les propositions techniques éventuellement nécessaires pour compléter les indications des documents contractuels du marché,

Le cas échéant, l'ensemble des points ci-dessus sera discuté au cours d'une réunion de coordination. Celle-ci permettra au bureau d'études d'exécution de commencer l'élaboration des notes de calculs et plans d'exécution complémentaires selon la liste qui en est établie.

L'ensemble, constituant le dossier d'exécution, sera régulièrement tenu à jour. Sur chaque pièce seront indiqués :

- le nom du bureau d'études (bureau d'études de l'entrepreneur - bureau d'études sous-traitant),
- le nom de la personne de ce bureau d'études, responsable de l'étude,
- le titre complet,
- la date d'établissement,

- le ou les indices des modifications, avec les dates correspondantes et l'indication succincte de la nature des modifications apportées à chaque indice,
- la ou les dates d'envoi au visa du Maître d'œuvre,
- la date du visa définitif (bon pour exécution).

Plans d'exécution

Fournis par le maître d'œuvre.

Dossier de récolement

Au moment de la réception d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages à la fois, l'entrepreneur fournira au maître d'œuvre, en 1 exemplaire papier plus 1 exemplaire sur support informatique (fichier Autocad .dwg pour les plans et fichier .jpg pour les photos) ou Cd-Rom, un dossier de récolement des ouvrages concernés comportant les éléments suivants :

- programme des travaux et calendrier réel d'exécution,
- note de compte-rendu d'exécution,
- plans conformes à l'exécution,
- document de synthèse des essais et contrôles effectués pendant le chantier (PAQ actualisé comprenant toutes les fiches de suivi et fiches de non-conformité)
- dossier photographique

SPECIFICATIONS GENERALES DE TERRASSEMENT

Rencontre de canalisations diverses

Une consultation DICT-DT conjointes a été effectuée par le maître d'ouvrage en date du 10/01/2025 sans aucun retour des concessionnaires.

Toutefois, en cas de rencontre de câbles téléphoniques, électriques ou réseaux AEP souterrains, toutes précautions seront prises pour qu'il n'y soit apporté aucun trouble. En cas de dommages causés accidentellement aux câbles, il y aura lieu de prévenir d'urgence, même la nuit et les jours ouvrables, les services de l'opérateur Intéressé. Il est signalé que les frais de réparation sont considérablement diminués lorsque le dommage est signalé sans retard.

Lorsque les câbles ou leurs accessoires (boîtes de jonction ou de dérivation) sont rencontrés en cours de fouille, les mesures à prendre sont décidées par le Maître d'œuvre en accord avec le service responsable de l'ouvrage.

En cas de dommage causé accidentellement ou si l'ouverture d'une fouille fait apparaître des fuites, même légères, sur les conduites d'eau, l'entrepreneur préviendra d'urgence les services concernés.

Remblais et compactage des tranchées

Le remblaiement entre les massifs créés se fera par couches successives de 25 cm maximum après compactage. Les moyens et la méthodologie devront être soumises à la validation du maître d'œuvre. La portance minimum à atteindre sera de 50 Mpa.

RECEPTION DES OUVRAGES

Mise en décharge – gestion des déchets

L'entrepreneur soumettra à l'agrément du maître d'œuvre le lieu de décharge spécialisée au plus tard avant la fin de la période de préparation du chantier et précisera le cas échéant les modalités de recyclage.